

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
2 décembre 1976

No 578

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

LE CHANTAGE DE GISCARD CONTRE LE TIERS MONDE

Le sommet des pays capitalistes d'Europe de l'Ouest a été largement dominé par la discussion sur l'attitude à adopter vis à vis des pays producteurs de pétrole et du tiers monde en général.

Les positions adoptées à ce sujet vont dans le sens de la confrontation avec les pays producteurs de pétrole. Giscard d'Estaing a pour sa part fait une proposition qui n'est rien d'autre qu'un chantage dans le plus pur style impérialiste. Alors que les pays producteurs de pétrole voient les prix des produits industriels qu'ils achètent augmenter sans cesse, ils envisagent de pro-

céder à une hausse du prix de leur matière première de façon à préserver leur pouvoir d'achat. Mais les capitalistes ouest-européens ne l'entendent pas de cette oreille: Ils veulent continuer à acheter le pétrole au plus bas prix tandis qu'eux-mêmes font grimper les prix des produits qu'ils vendent au tiers monde. Pour tenter d'arriver à ce résultat, Giscard a proposé que les pays de la CEE limitent en valeur les importations de pétrole en 1977.

La quantité de pétrole achetée serait réduite dans les mêmes proportions que la hausse du prix du pétrole.

L'objectif poursuivi est donc de s'opposer à ce que ces pays voient leurs ressources augmenter pour compenser les hausses des produits industriels. Les quantités de pétrole achetées en 1977 seraient inférieures à celles de 1976.

C'est évidemment les travailleurs des pays d'Europe de l'ouest qui seraient obligés de se serrer la ceinture en restreignant leur consommation d'énergie. Évidemment, on ne manquerait pas de dire que c'est la faute des Arabes...

Ces propositions de Giscard sont dans la logique de l'impérialisme qui par tous les moyens veut maintenir des rapports inégaux avec le tiers monde. Cette logique s'est manifestée encore dans le refus des pays de la CEE de l'indexation automatique des matières premières sur les produits industriels.

Mais le monde d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier et ce chantage contre le tiers monde réserve bien des déboires à ses auteurs.

Contre la répression au lycée et CET du Vau - Meno à Saint-Brieuc

600 ELEVES OCCUPENT LEUR LYCEE

C'est pour refuser l'exclusion d'un élève accusé d'avoir pris des clés et visité le sous-sol du lycée, que les élèves (lycée technique du bâtiment, CET et techniciens supérieurs) du Vau-Meno se sont massivement mis en grève - 660 grévistes sur 950 élèves - et qu'ils ont occupé tout le lycée, y compris les locaux administratifs.

Ceux qui prétendent qu'il n'y a pas de lutte de classe dans l'école devraient venir voir ce qui se passe au Vau-Meno. Ceux qui doutent encore du rôle que, d'ores et déjà s'approprient à jouer les révisionnistes, ont beaucoup à apprendre de l'attitude des révisionnistes du Vau-Meno.

Car au Vau-Meno, c'est fait, les jeunes, lycéens et collégiens, font un pas en avant dans la lutte. Ils apprennent des luttes de la classe ouvrière, et appliquent dans leur combat des formes de luttes de plus en plus dures. Aujourd'hui, de nouveau c'est l'occupation des locaux et la prise en main de l'orga-

nisation de la lutte contre la répression. Ce n'est pas la première fois. Depuis 69, le Vau-Meno a été au cœur et parfois à la tête des luttes lycéennes, des grèves de solidarité: grèves de CET, grève du Joint français en 72, grèves contre la loi Fontanet, contre la loi Haby... Mais de plus en plus, ils tirent les leçons de ce qu'ils ont fait, de ce que fait la classe ouvrière, progressent et distinguent de mieux en mieux qui sont leurs amis et qui sont leurs ennemis. Et ce n'est pas un hasard: si les élèves du Vau-Meno sont souvent dans la lutte, s'ils adoptent des formes de luttes dures: ils sont placés en première ligne face au patronat. Le Vau-Meno, c'est un lycée et CET du bâtiment; pour les élèves du CET, la chose est claire: ils ont déjà au CET un avant-goût de ce qui les attend. Pour les lycéens, ils sont de plus en plus nombreux à voir dans quel camp ils doivent se placer et à reconnaître leurs ennemis. D'autant qu'ils sont face à un directeur qui, connaissant la combativité des élèves et sachant qu'il doit fournir au patronat des ouvriers et des employés dociles, essaie de combattre leur prise de conscience par la répression.

Il est bien aidé par les révisionnistes du lycée (profs et administration). Les uns et les autres sont bien d'accord pour réclamer en chœur l'exclusion d'un élève.

Mais c'était compter sans la mobilisation des élèves, sans les formes larges d'organisation qu'ils ont su se donner depuis plusieurs années: le comité de lutte. Il faut signaler que nos jeunes camarades de la JC (ml) jouent un rôle important et favorisent la prise de conscience des lycéens et collégiens.

Mardi soir

Salle comble pour l'Imro

Ils étaient nombreux mardi soir pour le meeting de solidarité avec les travailleurs de l'IMRO et la salle B de la Mutualité était comble.

Voilà un succès qui marque l'hostilité de plus en plus grande des travailleurs à l'égard des directions syndicales et de leur politique de défense du capitalisme.

Contre les licenciements contre tous les maux du capitalisme, contre la répression, qu'elle vienne des flics ou des appareils d'encadrement syndicaux, les travailleurs n'ont qu'une arme: leur lutte unie classe contre classe. La voie électorale vers le soi-disant socialisme du Programme commun est celle qu'utilise la bourgeoisie pour les en détourner.

Les travailleurs de l'IMRO ont été traités d'aventuristes après leur lutte victorieuse de fin 74 contre la première tentative de licenciement.

Après 10 mois d'occupation et de lutte continue, ils ont été expulsés par les flics en juillet 76.

Et en septembre, 6 d'entre eux étaient exclus de la CGT pour avoir voulu s'unir à d'autres entreprises en lutte et n'avoir pas voulu reconnaître le Programme commun comme seule voie pour les travailleurs.

Et ils étaient exclus par 9 responsables syndicaux!

Mardi soir la présence massive au forum « démocratie syndicale et démocratie ouvrière » prouve que la solidarité exprimée l'était contre tous les ennemis du peuple et particulièrement ceux installés à la tête des syndicats.

Comment les combattre, à la CGT comme à la CFDT, et quel lien entre eux et le Programme commun: telles furent d'ailleurs les principales questions abordées dans ce forum.

Les exclusions dans les syndicats ne sont pas une preuve de force de la bourgeoisie: en frappant toujours plus largement et des militants parfois de longue date (20 ans et plus pour certains de l'IMRO), elle révèle que les travailleurs sont de moins en moins dupes.

Loins d'isoler ceux qui luttent classe contre classe, combattent le capitalisme et tous ses défenseurs de droite ou de « gauche », elle ne fait que renforcer la solidarité autour d'eux.

Ce meeting dont nous reparlerons plus en détail dans notre prochaine édition, en était une preuve.

Sommet européen de La Haye

DES CONTRADICTIONS MULTIPLES

Ouvert lundi à La Haye, le sixième conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE, a manifesté l'accroissement des contradictions entre les Etats monopolistes membres, ainsi qu'entre la CEE et les autres pays monopolistes, notamment le Japon. Une autre contradiction s'est également révélée avec les pays producteurs de pétrole (voir article ci-contre).

Outre les questions du pétrole qui dominent ce conseil européen, les questions monétaires, ainsi que celle concernant la concurrence étrangère sont au centre des discussions. Les monnaies des différents pays de la CEE ne sont que le reflet de leur situation économique propre. Celles de Grande-Bretagne, d'Italie, et de France sont au plus bas, et rien ne laisse entendre qu'elles s'amélioreront dans les mois à venir, au contraire. Les monnaies des autres pays de la CEE, notamment celle de la RFA, se portent beaucoup mieux; ce qui signifie de plus grandes possibilités d'exportation. Et l'on sait que la question de l'écoulement des marchandises est au centre de la crise, et que la concurrence est âpre entre les différents pays monopolistes pour conquérir de nouveaux marchés.

(Suite p. 2)

**32^e anniversaire
de la République Populaire
d'Albanie**

Soirée d'amitié franco-albanaise

**Vendredi 3 décembre 1976
à 20 Heures salle de la Mutualité**

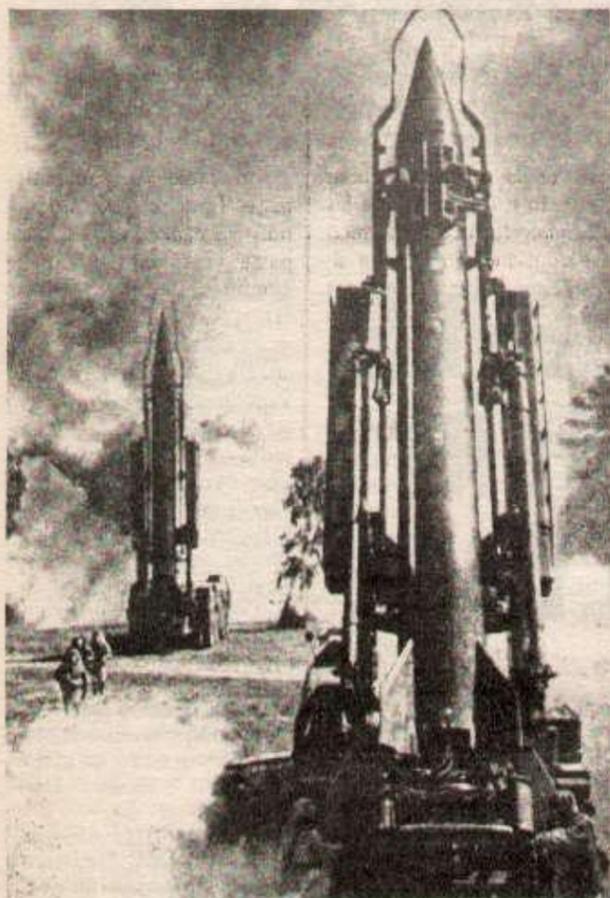
**24 Rue Saint-Victor Paris
Métro Maubert-Mutualité**

**organisée par l'Association
des Amitiés Franco-Albanaises**

(Suite p. 3)

Non à la venue de Brejnev en France

URSS : MENACE MILITAIRE SUR L'EUROPE



Une base de lancement de missiles en URSS. La légende de cette photo publiée dans une revue militaire soviétique souligne complaisamment que ces engins sont la base de la puissance de feu terrestre de l'URSS, mais que obus et roquettes, armes antichars et mortiers sont développés simultanément.

Toutes les informations recueillies sur l'énorme effort de guerre réalisé par l'URSS prouvent que celui-ci est ouvertement offensif et que, loin de chercher à égaler ses rivaux américains sur le plan militaire, Brejnev cherche à s'assurer la supériorité dans tous les domaines, en vue d'une agression contre l'Europe. Tous les discours de Brejnev sur la détente et la paix ne peuvent masquer ces faits.

L'Agence Chine nouvelle reproduisait récemment un certain nombre d'informations sur ce gigantesque arsenal, essentiellement massé aux frontières de l'Europe occidentale.

SUR TERRE

86 % des blindés soviétiques sont massés aux frontières ouest de l'URSS ou dans les pays d'Europe de l'Est, dont 19 000 blindés en Europe centrale sur «la route la plus courte vers l'Europe occidentale».

Les unités blindées constituent plus de la moitié des 30 divisions de première classe en alerte permanente, stationnées en Europe de l'Est. Ces mêmes unités ont commencé d'être équipées

des tout derniers T 62 et T 72.

De nombreux «exercices» de ponts aériens ont lieu régulièrement pour transporter des troupes du territoire soviétique vers les «zones avancées».

SUR MER

Les dispositions tactiques du Kremlin, «coordonnées avec les missions militaires sur terre» visent à créer le blocus de l'Europe occidentale. Lors des exercices «Océan 75» un cordon de sous-marins soviétiques avait simulé un tel blocus sur une ligne «Islande-Iles Schetland». De 70 à 75 % des sous-marins stratégiques et des vaisseaux de surface russes sillonnent en permanence les eaux entourant l'Europe.

Un soin tout particulier est consacré au détroit danois qui constitue la seule approche de l'Atlantique à partir de la Baltique. 50 bâtiments de guerre sont aussi déployés en permanence en Méditerranée.

DANS LES AIRS

Les nouveaux bombardiers de longue et moyenne portée du type Backfire ont été transférés dans la partie Nord-Ouest du territoire d'où ils peuvent frapper rapidement l'Europe occidentale. En 5 ans, le nombre des appareils soviétiques de première ligne, en Europe de l'Est et spécialement dans les zones avancées d'Europe centrale, s'est accru de 40 %.

Les tout récents Mig 23 et chasseurs bombardiers Sukhoï 19 constituent à eux seuls 1/5 du nombre total des appareils de première ligne des forces du Pacte de Varsovie.

Enfin des missiles récemment testés du type 55 120 à moyenne et longue portée et dotés d'ogives à têtes multiples ont été abondamment déployés à la frontière ouest de l'URSS.

Les forces terrestres des lignes avancées du Pacte de Varsovie contrôlé par le social-impérialisme russe, seraient ainsi supérieures de 40 % à celles de l'Otan et le nombre des appareils de combat du Pacte dans la même zone atteindrait le double de celui dont dispose l'organisation atlantique.

Voilà la réalité que Brejnev entend camoufler derrière son dérisoire rameau d'olivier. Voilà pourquoi nous devons nous mobiliser activement pour lui interdire de mettre le pied dans notre pays.

Timor-Est Nouvelle offensive du FRETILIN

Selon la radio nationale de la République démocratique de Timor Oriental, les forces armées dirigées par le Fretilin ont attaqué récemment les troupes d'invasion indonésiennes dans diverses localités du pays.

Le 27 octobre dernier, elles attaquaient un point d'appui ennemi dans la région de Numégulau, au sud de la capitale Dili, tuant de nombreux ennemis, parmi lesquels 2 capitaines.

Le 28, 36 agresseurs indonésiens étaient tués et de nombreux autres blessés au cours d'une embuscade dressée le long de la route Krybas - Laklubar.

Les 29 et 30 octobre, 10 autres ennemis étaient liquidés dans la partie orientale du pays, région de Lospalos. Le combat pour le contrôle de la ville se poursuivait encore ces jours-ci.

Le 1er novembre, à Kerpéna, une nouvelle embuscade faisait 8 tués et plusieurs blessés parmi les troupes indonésiennes.

Selon un communiqué de la République démocratique de Timor Oriental, le 3 novembre, les forces populaires ont contraint les troupes ennemies à évacuer 3 importantes positions dans la région de Lolotoe, au sud-ouest du pays, et à se replier en territoire indonésien. Au centre du pays enfin, les Indonésiens qui encerclaient le village de Krybas ont dû abandonner la partie et se replier vers la côte.

Sommet européen de La Haye DES CONTRADICTIONS MULTIPLES

Suite de la p. 1.

Dans ces conditions de concurrence acharnée, il est difficile pour les États de la CEE d'avancer dans la mise en place d'une monnaie commune. La soi-disant solidarité entre les pays «forts» et les pays «faibles» de la CEE n'est qu'une façade sans aucune signification réelle.

Un autre sujet abordé à ce conseil, mais qui, lui, réussira peut-être à renforcer l'unité des pays membres, est la concurrence à laquelle se livrent actuellement les monopoles japonais sur les marchés européens, notamment dans les secteurs clés de l'acier, la construction navale, les roulements à billes et la construction automobile. Le déficit de la balance commerciale entre la CEE et le Japon est passé de 1975 à 1976 de 3 à 4 milliards de dollars.

Dans la déclaration finale le conseil européen indique d'ailleurs au sujet des rapports avec le Japon : «Des efforts particuliers s'imposent afin de remédier à cette situation, une attention par-

ticulière devant être accordée au développement rapide des importations du Japon en provenance de la communauté en vue de l'établissement de relations commerciales mutuellement profitables».

Le conseil de la CEE abordera une question similaire, en ce qui concerne la mise en application du «Trade act» américain, qui permettra aux entreprises monopolistes US exportatrices de bénéficier d'avantages fiscaux.

En un mot, ce conseil montre le sauve-qui-peut général qui règne dans les sphères dirigeantes capitalistes européennes. La crise est là ; elle ne cesse de s'approfondir pour toucher tous les secteurs de l'activité capitaliste, et aucun «responsable» monopoliste n'est capable de l'enrayer. Le pessimisme gagne peu à peu ces milieux, où chacun veut maintenir au taux le plus élevé ses propres profits. La règle est donc la suivante : accroître l'exploitation de la classe ouvrière et faire la course pour de nouveaux débouchés.

Chine-Albanie

UNE INDEFECTIBLE FRATERNITE DE COMBAT

A l'occasion du 32e anniversaire de la République populaire socialiste d'Albanie, de chaleureuses réceptions ont fêté cet événement à Pékin.

La fraternelle solidarité de combat qui unit les deux partis, les deux peuples et les deux pays a été solennellement réaffirmée à cette occasion. Le «Quotidien du Peuple» écrit en particulier, dans l'éditionnel qu'il consacre à cet événement :

«Aujourd'hui, le «pays des aigles» vit des jours de liesse à l'occasion du 32e anniversaire de la libération de l'Albanie. Animé de profonds sentiments d'amitié révolutionnaire prolétarienne, le peuple chinois tient à exprimer ses félicitations sincères au Parti du travail d'Albanie, au gouvernement albanais et au peuple albanais frères...La dictature du prolétariat a été ainsi consolidée et l'Albanie qui a éliminé la misère et l'arriération d'antan, est devenue un Etat socialiste chaque jour plus prospère, doté d'une industrie moderne et d'une agriculture collectivisée. Pleinement confiant en la victoire, le peuple albanais continue d'avancer à pas de géant sur la voie lumineuse du socialisme.

Le PTA et le peuple albanais combattent fermement l'impérialisme et le révisionnisme moderne ayant pour centre la clique renégate révisionniste soviétique. Ils soutiennent résolument la lutte révolutionnaire des nations et des peuples opprimés, ap-

portant une contribution positive à la cause anti-impérialiste et anti-hégémoniste des peuples révolutionnaires du monde ...

Dans le creuset de leur longue lutte révolutionnaire, les deux partis, les deux pays et les deux peuples de Chine et d'Albanie ont forgé une amitié militante. Notre amitié et notre solidarité sont fondées sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien ; le sabotage et les efforts de l'impérialisme, en particulier du social-impérialisme pour créer la discorde sont vains. Nos deux partis, nos deux pays et nos deux peuples se sont toujours accordé un soutien mutuel et apporté un encouragement réciproque tant dans la révolution et l'édification socialistes que dans la lutte commune contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le révisionnisme moderne. Sous la direction du Comité central du parti ayant à sa tête le Président Houa Kouo-feng, le peuple chinois est déterminé à appliquer, comme par le passé, la ligne et la politique révolutionnaires du Président Mao dans le domaine des affaires étrangères, à rester fidèle à l'internationalisme prolétarien, à combattre épaulé contre épaulé et à avancer d'un même pas avec le peuple albanais frère».

Voilà qui clôt le bec à tous ceux qui spéculent sur un prétendu «refroidissement» des relations sino-albanaises, confondant ainsi leurs espoirs secrets avec la réalité.

PEKIN INFORMATION :

1 an : 21,00 F ; 2 ans : 31,50 F ; 3 ans : 42,00 F

LA CHINE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

LITTÉRATURE CHINOISE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

COMMERCE EXTERIEUR DE CHINE :

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

ENVOYER VOS ABONNEMENTS/

REABONNEMENTS à : E 100, 24, rue Philippe de Girard Paris 75 010

nouvelles intérieures

Contre la répression au lycée et Cet du Vau Meno à Saint-Brieuc

600 ELEVES OCCUPENT LEUR LYCEE

Suite de la p. 1.

La forme qu'a pris la lutte a été décidée démocratiquement par l'assemblée générale des élèves sur l'initiative du comité de lutte.

Ce qui montre que c'est

contre le système capitaliste — tel qu'il se manifeste dans l'école — que luttent les élèves, c'est le fait que le directeur n'est pas seul ; il est appuyé par l'inspecteur d'a-

cadémie, qui est venu personnellement lancer un ultimatum aux élèves en grève : évacuez avant midi sinon ... ! de fait les CRS étaient prêts, convoqués pour 16 heures.

Ce même système n'empêche pas, au contraire, certains profs, comme l'ont révélé des dossiers trouvés dans le sous-sol, de se faire, avec quelque 20 heures supplémentaires par semaine, des paies de 1 460 000 anciens francs par mois !

comme un chef de travaux, alors qu'il renvoie des enseignants pour leurs opinions politiques, met des centaines de maîtres-auxiliaires au chômage, acculant certains au suicide comme cela s'est produit. Comme on le voit, tous les enseignants ne sont pas dans le même camp.

Ce qui montre aussi que dès maintenant, les révisionnistes ont choisi le camp de la bourgeoisie et de la répression, c'est que le responsable du SNES (syndicat enseignant, affilié à la FEN-

fédération de l'éducation nationale) du lycée, qui est aussi secrétaire départemental de la FEN et membre bien connu du PCF, a clairement dit au sujet de l'élève : « il faut le vider ». Tout le monde se rappelle à Saint-Brieuc que c'est ce même individu qui, en 72, lors de la grève du Joint, a refusé une grève de solidarité des enseignants, ce qui lui a valu d'être sifflé pendant le meeting.

Quant à la CGT, elle a dit aux élèves : « Vous avez le droit de lutter comme de futurs travailleurs », mais elle désapprouve l'occupation. En clair : Imitiez-nous ... dans l'ordre et la dignité !

Mais la domination des révisionnistes ne se fait pas sans contradictions : à l'intérieur du SNES, des profs mènent la lutte contre de telles positions et d'autre part, si les profs révisionnistes sont contre la grève, les élèves JC ou sympathisants sont dans la lutte.

De son côté, le SGEN-CFDT a pris publiquement par affiche, une position de soutien à la grève et à l'occupation, dénonçant la répression exercée par le patron.

Généralement, l'occupation d'un lycée dans une ville est un événement impor-

tant et la presse en parle. Cette fois, il semble que les journaux locaux aient reçu des consignes strictes de silence, car ils n'en disent pas un mot. *La lutte des lycéens et collégiens fait peur à la bourgeoisie.*

Mais les lycéens, comptant sur leurs propres forces, popularisent leur lutte, en allant dans les quartiers et à la porte des usines expliquer aux ouvriers et aux parents, la forme que prend la répression de la bourgeoisie dans l'école. Ils y ont été bien reçus, ce qui prouve que l'école, c'est aussi l'affaire de la classe ouvrière.

Samedi après-midi, on apprenait que le conseil de discipline s'était prononcé pour le renvoi de l'élève ! On ne pouvait guère attendre autre chose d'un conseil où le patron à la toute-puissance.

Mais ce qu'on peut dire déjà, c'est que les formes d'organisation de cette lutte sont un exemple : AG souveraine, comité de lutte, liaison avec la population de Saint-Brieuc. Et pas de compromissions : lutte active, dans laquelle les élèves progressent en distinguant mieux leurs amis et leurs ennemis, et dont ils prennent eux-mêmes la responsabilité.

Correspondant HR.

Le général et «l'ennemi intérieur»

Le faux parti communiste français essayait depuis plusieurs mois de faire passer l'idée suivant laquelle «l'ennemi intérieur» pour la clique bourgeoise au pouvoir, eh, bien, c'était lui. Le général Beauvallet, qui a été secrétaire général à la défense de 1970 à 1973, «rétablit» la vérité dans un livre «La défense et la paix» qui vient de paraître.

Dans ce livre il dit que «l'armée ne connaît pas à priori d'ennemi intérieur» et que «l'opposition considérée comme telle n'est pas visée». Voilà qui rassurera M. Marchais ; ce n'est pas un ennemi de la bourgeoisie monopoliste... nous nous en doutions un peu.

Le livre donne une définition de ce que la bourgeoisie appelle «l'ennemi intérieur». Il peut y avoir menace intérieure, dit-il, et le seuil à partir duquel elle apparaît, c'est la sortie de la légalité : (...) par recours à la violence, tentative de paralysie du pays pour des motifs politiques». Et le général d'ajouter que «le concept de lutte de classe s'oppose à la cohésion nationale» et que la grève doit être classée «dans les menaces potentielles».

Voilà, pour une fois une définition de l'ennemi de classe de la bourgeoisie monopoliste qui a le mérite de la clarté. L'ennemi de la classe dominante dans notre pays, c'est en effet la classe ouvrière qui ne «lutte» pas pour aménager le capitalisme suivant la conception des dirigeants révisionnistes, mais lutte véritablement pour abattre la bourgeoisie et son État, pour instaurer son propre pouvoir de classe, la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie.

C'est de cette classe que la bourgeoisie, de la droite à la fausse gauche, a peur, et qu'elle s'apprête à réprimer par la violence dans le cas où son pouvoir serait menacé. C'est tout cela que confirme le général Beauvallet.

Amis lecteurs
aidez-nous
achetez toujours
L'Humanité rouge
dans le même kiosque

Le PCF et la Légion Des violons discordants

Il était une fois un traître en chef à la classe ouvrière qui, pour redorer son blason bien terni, prit des positions très tranchées pour se «démарquer» de ses compères bourgeois. Les revendications des travailleurs corses mettant en cause l'existence de ce régiment de mercenaires, la légion étrangère, allaient croissant. Qu'à cela ne tienne, s'écria Marchais, il faut dissoudre la légion !

A Aubagne, quartier général de la légion, les petits cheffailons du PCF ont plié le dos : pas de vagues, surtout pas de vagues ! La légion, pour nous, c'est la

prospérité ... Le chef a parlé trop vite, surtout il ne faut pas l'écouter !

Ainsi, à quelques temps de là, on vit le député maire du PCF et ses adjoints, du PCF également, inaugurer une quinzaine de la «jeune chambre économique». En quelque sorte, des frères de combat. Aux flons-flons de «Tiens, voilà du boudin», la clique de la légion a ouvert la fête.

C'est triste à dire, M. Marchais, vous n'avez pas d'autorité ! Votre musique est une vraie cacophonie : dépêchez-vous d'accorder vos violons avec vos sous-fifres !

CORBEIL : CONTE POUR REVISIONNISTES

Il était une fois des révis ayant pour trône la municipalité de Corbeil (91), qui décidèrent de faire une grande fête populaire dans un quartier ouvrier de leur royaume.

Ils voulaient se réjouir avec le peuple de la nouvelle école, de la nouvelle crèche, du centre de protection maternelle et infantile et de la nouvelle bibliothèque. Ils ont pour cela gâché beaucoup de papier, pour annoncer leur venue ; ils ont bien fait de s'annoncer en bienfaiteurs, car les habitants du quartier ont plutôt l'habitude de les voir sous couleur d'impôt local exorbitant, entre autres.

Ils n'avaient rien négligé, des banderoles annonçant la fête égayèrent le dédale de béton qu'est le quartier.

Puis vint le grand jour. Un grand rassemblement se fit pour se réjouir avec les zélus royaux. — Combien, au fait ? 40.

Ils visitèrent, eux qui étaient 40 sur 9 000 habitants, les nouveaux édifices. Seulement, leur joie n'était pas partagée par tout le monde.

Peut-être que les habitants trouvent le prix de ces nouveaux édifices trop élevé ?

Peut-être que les habitants pensent qu'une crèche de 60 berceaux est bien maigre ?

Peut-être que les habitants ont jugé la nouvelle école ? Le style hexagonal des classes est bien joli sur le papier, mais impossible dans la pratique. La cour qui encercle cette école est bonne pour des instituteurs, champions de la course à pied, mais non pour des hommes et des femmes normaux. Ceux-ci doivent faire le tour de l'école, c'est à dire le tour de la cour, sans

arrêt pour jeter un œil sur les enfants. Peut-être que les habitants se sont interrogés sur les lectures proposées par la nouvelle bibliothèque enfantine ? Y aura-t-il autre chose à vanter que le super-champion, le super-zorro ?

Puis, la «princesse» Aline Marti, maire adjointe, conseillère générale, membre du PCF, dans ses atours de fourrure lut un discours au gymnase.

Où ces rois ont-ils la tête ? Ils avaient prévu beaucoup de chaises pour accueillir les gens, et personne, à part 20 individus, n'était là pour écouter. Heureusement qu'ils ont su combler le vide de la salle en y installant les enfants de l'école. Alors la «princesse» se mit à parler de vie chère, de baisse du pouvoir d'achat, de lutte des étus. Heureusement que quelques élèves avaient à feuilleter des espèces d'illustrés, sinon, eux, les seuls membres de l'assistance, auraient risqué de troubler ce beau discours.

Domage que personne n'était là pour écouter.

Mais peut-être que les habitants ne croient plus aux contes des révis, à leurs fêtes populaires servant à des fins purement électorales ?

Espérons que la mairie recommencera, car sa fête était très réussie pour les travailleurs révolutionnaires : les révisionnistes ont bien fait la preuve qu'ils étaient incapables de regrouper les masses autour d'eux, «ces serviteurs du peuple» comme ils aiment s'autoproclamer.

Ceci s'est passé le samedi 20 novembre, au quartier Tarterêts à Corbeil dans l'Es-

UN TEXTE IMPORTANT A ETUDIER

EDITIONS DU PEUPLE
SHANGHAI
DECEMBRE 1975

22 francs

Connaissances de base de l'économie politique tome 1

ETUDIONS L'ECONOMIE POLITIQUE

Texte traduit du chinois et édité par

E 100



A la Sécurité Sociale Nouvelle (Guéret)

Exclusion antistatutaire d'un marxiste léniniste de la CGT

Les faits : syndiqué à la CGT depuis plus de 2 ans à la sécurité sociale, j'avais obtenu, il y a 2 mois, un bon score aux élections des délégués du personnel. Chacun me connaissait comme militant marxiste-léniniste de l'Humanité rouge.

Soudain, les responsables CGT convoquent une réunion avec pour ordre du jour «un bilan de la grève du 7 octobre et contenu et conséquences d'un tract récent». Quelques jours avant, un «bulletin de la cellule du PCMLF de Guéret» avait été trouvé à la sécurité sociale.

La réunion traîne en longueur, et bientôt il ne reste que 3 cadres et un employé de la sécurité sociale (sur 65 syndiqués). Rapidement, je suis informé d'une «procédure officielle» d'exclusion du syndicat : «Tu donnes ta démission ou on te retire ta carte !». Seuls motifs : — mon opposition au programme commun de gestion du capitalisme ; — ma dénonciation de l'inefficacité des journées nationales d'action ; — mon soutien (la question m'ayant été posée) au contenu du bulletin du PCMLF,

qui, aux dires mêmes de ces messieurs, a fait beaucoup de bruit.

J'ai donc été exclu non sur des faits, mais uniquement sur mes idées, en violation des principes du syndicalisme qui ne doit pas «inquiéter ses membres sur leurs idées politiques, philosophiques ou religieuses».

Cela nous donne une petite idée de ce que serait la vie si la «gauche» avec un syndicat unique aux ordres du pouvoir imposait sa conception des libertés qui n'a rien à envier à celle des Ponia-Lecanuet en place.

Cette mascarade est pleine d'enseignements :

— elle prouve que ces «super démocrates» ne tolèrent la liberté des autres que tant qu'elle ne les met pas trop en cause ;

— elle prouve que quand on frappe juste, ils se démasquent et ne tolèrent pas la vérité, car seule elle est révolutionnaire ;

— elle prouve qu'ils redoutent par dessus tout que les travailleurs se battent pour un syndicalisme vraiment démocratique de masse et de classe. C'est pour cela qu'ils pleurnichent en disant que les syndiqués se foutent du syndicat et de ses réunions, alors que c'est le ronronnement inoffensif qu'ils imposent qui chasse les travailleurs.

Il faut plus que jamais dénoncer et démasquer les traîtres qui manipulent les syndicats pour que demain les travailleurs les jettent de leurs responsabilités usurpées, pour que les travailleurs progressent dans la voie de l'unité prolétarienne et de la lutte classe contre classe.

Un employé exclu de la CGT.

Aggravation de l'exploitation des ouvriers agricoles

Le pouvoir d'achat et l'emploi des ouvriers agricoles en France, s'est sérieusement détérioré, depuis les derniers mois, indique une déclaration de la Fédération CFDT de l'agriculture, devant la presse.

La FGA-CFDT demande que les écarts subsistant entre les salaires de l'agriculture avec l'industrie et qui ont tendance à se creuser soient réduits. A titre d'exemple, elle cite le salaire horaire d'un ouvrier dans l'Orne, 8,74 F. (soit 1 521 F par mois) alors que dans l'industrie, pour une qualification équivalente, il atteint 11,74 F. (soit 2 043 F par mois).

Autre problème soulevé par la Fédération : la mauvaise connaissance des revenus agricoles qui ne fait qu'accroître encore davantage les inégalités.

L'emploi, qui constitue la seconde source d'inquiétude pour la FGA-CFDT, est en constante dégradation, surtout dans le secteur de la production agricole.

Cycles Peugeot (Beaulieu-Mandeure)

Les capitalistes responsables des accidents du travail

Un ouvrier spécialisé, père de 3 enfants, est mort, suite à un accident de travail dans la nuit de jeudi à vendredi 27 novembre. Il aura mis 15 jours à agoniser, au service des grands brûlés à l'hôpital de Lyon, brûlures provoquées par l'explosion d'un four qui a pulvérisé l'atelier, ainsi que blessé la trentaine d'ouvriers qui y travaillaient.

Informés par la direction vendredi matin, les ouvriers dans les ateliers et dans le village de Beaulieu autour de l'usine ne parlaient que de l'événement.

En effet, on sait qu'une porte de sécurité, dans l'atelier où le four a explosé, était obstruée par les paniers et que ce n'était sûrement pas la seule dans toute l'usine.

On sait que les extincteurs sont sans arrêt encombrés et que les pompiers se battent pour les faire dégager, mais en vain.

On sait que les élingues des palans sont cassées ou en mauvais état et que ces mêmes palans de 1 000 kg portent continuellement des charges de 1 200, 1 500 et même 1 800 kg.

On sait que les allées des ateliers sont encombrées continuellement de paniers de pièces de toutes sortes au mépris des normes de sécurité les plus élémentaires.

Enfin la maîtrise a fait pression sur les jeunes et les ouvriers concernés par ce secteur de production pour organiser les cadences en 3 x 8, ainsi la production est assurée au mépris de la fatigue et des conditions de sécurité dans le secteur peinture de Beaulieu.

Les ouvriers dans les ateliers, vendredi, grondaient de colère. On pouvait entendre : «On ne travaille pas en sécurité» ; «il faudrait arrêter le travail», mais il manquait l'organisation nécessaire pour une juste réponse à la politique des assassins Peugeot qui font des profits sur la sueur et le sang des travailleurs.

Cependant, ce jour-là, tous les délégués CGT et CFDT étaient en session. A l'annonce de la nouvelle dans la session CFDT, ce vendredi, un pont de PS pour le pays de Montbéliard, Michel Gay, (qui n'avait d'ailleurs aucun titre syndical pour justifier sa présence !), a demandé : «C'est un militant ?» Autrement dit, si ça n'en est pas un, qu'importe ? L'annonce de la mort de notre frère de classe n'a pas empêché une fraction de la CFDT, vendredi soir, d'arroser joyeusement la fin de la session. L'appétit ne leur a pas manqué.

Les responsables syndicaux se disputent l'influence au CHS dans lequel ils

réclament plus de pouvoir... contre les ouvriers, car, selon les mots mêmes d'un dirigeant CGT, «On ne peut pas dire que les patrons ne font rien pour la sécurité». Autrement dit «nous, on fera plus avec le programme commun» dans le cadre du système capitaliste. La loi du profit maximum et la protection des assassins capitalistes seront assurés par

ACCIDENT MORTEL SUR LE CHANTIER EDF TRICASTIN

Pierrelatte — Vendredi dernier, Hamed Agourian, 41 ans, ouvrier ferrailleur d'origine marocaine à l'entreprise CBC, travaillant sur le chantier EDF, a fait une chute de 8 m. Transporté par hélicoptère dans une clinique de Montpellier, M. Agourian qui est père de famille de cinq enfants, est décédé le mardi 23 novembre sans avoir repris connaissance. Cet accident mortel est le 2e survenu sur le chantier EDF depuis le début des travaux.

Bouloche (PS) et Paganelli (PCF) sur le plan régional.

Mais la sécurité, comme le reste, ne s'obtient que par la grève et l'action des masses contre tous les défenseurs de l'ordre capitaliste.

Correspondant HR



Etampes

Un nouveau foyer Sonacotra en grève

Les travailleurs immigrés du foyer d'Etampes sont en grève depuis début octobre. Ils ont rejoint le comité de coordination. Outre la plateforme revendicative commune aux foyers Sonacotra, ces camarades immigrés d'Etampes revendiquent des moyens de transport pour aller à la ville qui est à 2 km.

Dès l'annonce de la grève, un comité de soutien s'est aussitôt constitué, regroupant principalement des syndicalistes CFDT. Un appel à la solidarité avec les travailleurs d'Etampes est distribué sur le marché, invitant à une réunion publique.

Cette initiative du comité de soutien ne fut pas un grand succès (peu de contacts), mais il en faut d'autres pour décourager les grévistes. D'autres appels vont être lancés, d'autres réunions publiques sont prévues. Cette première initiative a permis de briser le silence sur la ville, maintenant tout le monde sait que le foyer Sonacotra est en grève.

Les grévistes affrontent à l'intérieur des foyers les provocations de racistes qui font un travail de sabotage, empêchant les AG de se dérouler et tentent des bagarres en espérant appeler les flics.

Le comité de résidents, vigilant, a demandé l'exclusion de ces éléments provocateurs et appelle à rester unis contre la Sonacotra.

La détermination est grande, les grévistes d'Etampes (comme ailleurs) ne sont pas prêts de céder.

Correspondant HR.

Leroux, Noyal-Muzillac

Grand succès de la journée porte ouverte. Près de 6 000 personnes ont répondu à l'appel des travailleurs qui occupent leur usine depuis le 3 novembre. La population rurale composée d'ouvriers et de paysans peu habitués aux luttes a montré sa préoccupation de voir disparaître 250 emplois dans une région non industrialisée. Personne, pas même les ouvriers, ne s'attendaient à un tel succès. Cette journée de solidarité renforcera la détermination des travailleurs de la région de Muzillac.

Il a sans doute manqué à cette journée une intervention des travailleurs pour expliquer leur lutte et leurs projets.

La veille, une manifestation de 80 ouvriers de chez Leroux s'est déroulée devant la Préfecture de Vannes.

Tout cela montre la détermination des travailleurs de refuser tout licenciement.

Soutenons activement la lutte des travailleurs de Noyal-Muzillac.

Correspondant HR.

Grève au Berry Républicain

Le quotidien de la ville de Bourges, le «Berry républicain», n'est pas paru le samedi 27 novembre. Les ouvriers confectionnant ce journal avaient en effet décidé la veille de débrayer pendant 24 heures pour pousser la direction à leur donner satisfaction sur leurs revendications. Celles-ci consistent en une augmentation des salaires et en l'amélioration des conditions de travail. En dépit d'une procédure de vote à bulletins secrets, mise en place par les responsables CGT de l'entreprise, cette action a regroupé la majorité des ouvriers du journal. Une lézarde de plus dans l'édifice du sieur Hersant à qui appartient ce quotidien départemental du Cher.

JACQUES JURQUET

ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Recueils de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Editions du Centenaire disponible sur commande à E 100 24 rue Philippe de Girard 75 000 Paris Prix : 30 F



Conflits et chômage à Grenoble

Plusieurs conflits récents ont à leur origine des problèmes d'emploi. Le chômage augmente dans l'agglomération et les difficultés des travailleurs s'accroissent.

Il y avait 218 demandeurs d'emploi inscrits à Fontaine (banlieue de Grenoble) en octobre 74, 356 en octobre 75, 465 en septembre 76 ; il y en a 496 en octobre 76, dont plus de la moitié de femmes. La fermeture de Dumaz-Plastique et les licenciements à la Sertid n'ont rien arrangé.

Chez Pataud (radiateurs automobiles industriels, Grenoble), après 11 licenciements en mars, l'emploi des 32 salariés restant est à son tour menacé. Les révisionnistes de la CGT s'indignent que soit bradé «un outil de travail presque unique en France», et c'est d'autant plus grave que tout le monde est touché «de l'ouvrier au directeur salarié».

La société d'informatique Saget-Sio veut de son côté licencier 9 personnes. Le Centre d'études nucléaires de Grenoble a tenté de se débarrasser de 104 personnes qui y travaillent sur contrat de recherche ; pour cette année, la manœuvre a échoué : les contrats sont

prolongés d'un an. Chez Lou, la mise en liquidation judiciaire menace l'emploi d'un millier de personnes et la fermeture des ateliers de production de Richier à Pont de Claix à la fin de l'année entrainera le licenciement de près de 300 travailleurs.

Le tableau est sombre, mais la classe ouvrière n'accepte pas le chômage sans lutte :

— Chez Area, (autoroutes alpines), le 6 octobre, la direction avait dû renoncer à une centaine de licenciements à cause de la riposte des travailleurs. Elle n'a pas digéré cet affront, et 6 délégués du personnel ont été interpellés le 23 novembre. Aussitôt les travailleurs ont partout cessé le travail.

— A la Télémechanique (Crolles et Echirrolles, banlieue de Grenoble), des débrayages ont lieu depuis une semaine pour obtenir de la direction des garanties sur l'avenir. Les travailleurs craignent que la restructuration de la «mini informatique» (fabrication de petits ordinateurs et composants électroniques) ne se fasse sur leur dos au profit du trust Thomson-CSF.

(à suivre).

La Régie Renault licencie des travailleurs à travers ses filiales

A la suite de licenciements prévus dans plusieurs entreprises filiales de Renault, une réunion de syndicalistes CFDT de ces entreprises a permis de montrer qu'il s'agissait d'une politique délibérée de restructuration par la Régie Renault de certains secteurs qu'elle contrôle dans la machine-outil et l'engineering (bureaux d'étude). Pour garder son image de marque de secteur «social» et «de plein emploi», la Régie préfère licencier dans ses filiales

La direction de la Régie Renault fait état de la création de 6 000 emplois en une année.

Il n'en est pas de même dans plusieurs filiales du groupe Renault.

Dans certaines d'entre elles, elle licencie ouvertement, tandis que dans d'autres, elle menace :

Ainsi chez ACMA-CRI-BIER (*) à Beauchamps (95) 144 travailleurs sont en cours de licenciements, soit 1/3 de l'effectif. Au Bel, bureau d'études Lepetit à Palaiseau (91), 17 travailleurs sont aussi en cours de licenciements, soit 1/4 de l'effectif. A la SERI (**) et aux constructions de Clichy de nouveaux dirigeants de chez Renault ont pour mission d'«assainir» la situation d'ici 1978, et, comme à

ACMA et au Bel, ils préparent des licenciements collectifs. Par contre, à RMO, c'est-à-dire au sein de la Régie, celle-ci se garde bien de licencier ouvertement, mais se charge de muter 400 personnes qu'elle juge de «trop».

Pourtant les raisons invoquées, à savoir le déficit des entreprises ne sont que des alibis. Les enquêtes menées par les travailleurs dans ces entreprises, montrent bien qu'il s'agit d'un plan délibéré de réorganisation du groupe Renault, et, pour commencer, de ses filiales :

— depuis plusieurs années, la Régie a acheté des entreprises dans le secteur ingénierie et la machine-outil. En octobre 1976, un organigramme entièrement nouveau est venu modifier

tout en mettant en œuvre une politique de répression antisyndicale puisque, comme par hasard, de nombreux syndicalistes sont visés. La CGT qui tient, elle aussi, à sauvegarder l'image de marque de l'entreprise nationalisée, n'a pas, jusqu'ici, dénoncé cette politique de restructuration de la Régie. Nous publions ici un communiqué de presse émanant de sections CFDT de Renault et quelques-unes de ses filiales. (Extraits)

les rapports entre la Régie et ses filiales.

— cette réorganisation réduit ses filiales à des états-majors d'encadrement, la charge de travail du personnel productif licencié étant systématiquement donné en sous-traitance à des sociétés privées. Ce faisant, la Régie use des fonds publics pour alimenter les profits du secteur privé.

— la Régie licencie dans certaines de ses filiales pour ne pas avoir à licencier chez elle en raison de son image de marque. Qui sait en effet qu'ACMA, Bel, SERI, CC font partie du groupe Renault (360 filiales) et en sont les soupapes de sécurité ?

— pour pouvoir démenteler ses filiales sans rencontrer de résistance, la Régie prive d'abord le personnel de ses défenseurs : 1/3 des élus licenciés chez ACMA, la moitié au Bel.

Il s'agit là d'une répression syndicale ouverte dans le pur style d'un patronat capitaliste privé.

— le refus de tout reclassement à la Régie du personnel menacé traduit clairement la volonté de démantèlement d'une partie des activités du groupe (or, il y a eu 624 embauches à Billancourt de mai à août 76...).

La CFDT Renault et les sections CFDT d'ACMA, de la SERI, des constructions de Clichy et du Bel ont décidé de dénoncer publiquement cette politique d'emploi dans les filiales de la Régie nationale, à laquelle elles s'opposent par tous les moyens.

(*) Entreprise de machines-outils

(**) Bureau d'études

Les directives du gouvernement sur les congés payés dans le secteur de l'automobile

Une nouvelle attaque contre les travailleurs

Dès le début de l'été dernier, le gouvernement a commencé à parler d'une réforme des congés payés dans tout le secteur de l'automobile. Pour, disait-il, étaler les départs en vacances et décongestionner le mois d'août, il annonçait que le secteur de l'automobile, qui représente plusieurs dizaines de milliers de travailleurs prendrait ses congés 77, du 15 juillet au 15 août ; bien sûr, le principal problème, dans ce cas, est celui de la location en été, car elle se fait au mois. Le gouvernement promettait, pour faire passer la pilule, de donner des directives aux loueurs, qui devraient louer à la semaine ou à la quinzaine. Mais jusqu'à présent, il n'y avait rien d'officiel, aucune décision prise.

xées : le 23 juillet pour la fermeture, le 16 août pour la réouverture. Sur ces dates, rien à dire, la décision est prise. Les travailleurs auront à se prononcer sur la possibilité de fractionner pour la 4e semaine, le choix est «donné» de la prendre, soit avant la fermeture, soit après, pour les partisans des 4 semaines à la suite, soit à un autre moment si on veut ; avec 2 précisions : bien entendu, les «fractionnistes» n'auront pas droit aux deux jours supplémentaires accordés par la loi en cas de fractionnement (ça va de soi !) et il ne pourra pas y avoir plus de 25 % du personnel qui choisira sa semaine en même temps !

Droit au congé sur un seul mois !

Cette manœuvre a 2 buts : — faire accepter par une apparence de choix que les congés seront à cheval sur 2 mois (et il sera impossible de louer malgré les consignes du gouvernement) et diviser les travailleurs en favorisant le piston : qui choisira-t-on s'il y a plus de 25 % qui demande une même date ?

en commençant par les filiales, la bourgeoisie lance un coup de sonde pour voir la réaction des travailleurs, et décide sa tactique pour imposer sa volonté aux travailleurs de Renault

qu'elle sait plus combatifs. Elle gagne sur plusieurs tableaux : si la mesure est acceptée, elle limite le temps de fermeture des usines et réduit le temps consacré à la révision des machines ; elle impose le fractionnement sans l'avantage accordé par la loi (les 2 jours supplémentaires) ; elle empêche de se développer la revendication de 5e semaine en hiver qui est en train de grandir de plus en plus chez les travailleurs ; elle réduira encore les possibilités données à la classe ouvrière de partir en voyage ou en vacances, faisant ainsi des économies d'énergie à peu de frais !

Mais à la CPIO, par exemple, les travailleurs ne sont pas prêts d'accepter cette manœuvre : les sections syndicales CFDT et CGT ont, chacune de leur côté, fait connaître leur point de vue sur le fractionnement et les dates imposées par la direction, et appelé au boycott du sondage ; elles invitent les travailleurs à se mobiliser pour défendre leur droit au congé sur un seul mois et à lancer la revendication de la 5e semaine. La colère est grande dans les ateliers, et les travailleurs se préparent à répliquer avec force à cette attaque.

Ils appellent tous les travailleurs du groupe Renault et de l'automobile à se montrer vigilants et à défendre, avec eux, au coude à coude, leur droit aux congés payés.

Ataque contre les travailleurs des filiales de l'industrie de l'automobile.

Des précisions ont été apportées sur les décisions de la bourgeoisie et les moyens qu'elle a choisis pour les faire appliquer, par la direction de la CPIO (filiale de Renault de Nantes), au comité d'entreprise d'octobre : la direction propose un sondage pour que les travailleurs se prononcent sur la nouvelle formule. Déjà 2 dates sont fi-

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MAJORITYS LÉNINISTES DE FRANCE

Parution du deuxième numéro du mois de novembre.

On trouvera au sommaire des articles portant notamment sur :

- le projet de taxe sur le lait, accélérant l'élimination des petits éleveurs.
- un compte rendu d'un rassemblement dans l'Orne de 1500 agriculteurs pour imposer le maintien d'un couple de petits fermiers à la terre.
- les nouvelles actions des petits viticulteurs du Sud-Est.
- l'augmentation du prix du blé-fermage ; une mesure qui réduit encore les revenus des petits agriculteurs.
- nous publions également une biographie détaillée du politicien bourgeois Mitterand, dans le cadre de notre campagne de dénonciation des manœuvres de l'Union de la gauche visant à mettre en place un syndicat agricole de «gauche».
- nous commençons également dans ce numéro, la publication de la partie du rapport d'activité de Comité central du Parti du Travail en Albanie.
- l'éditorial, commun à l'Humanité Rouge et signé Alain Castan, porte sur les victoires enregistrées par le peuple et le Parti albanais, ainsi que sur l'Unité indestructible du Mouvement communiste international.

Ce numéro est disponible, au prix de 1 F à : HR-La Faucille, BP 61 — 75861 Paris Cedex 18



Reportage de notre correspondant

ASSISES NATIONALES DU NUCLEAIRE A LA HAGUE (1)

Les Assises nationales du nucléaire organisées à l'initiative des travailleurs de l'usine de la Hague, en grève depuis 75 jours et de la CFDT, se sont déroulées samedi et dimanche derniers à Cherbourg. Plusieurs milliers de personnes sont venues à cette occasion s'informer de cette grève et des problèmes nucléaires. Plusieurs centaines ont participé aux travaux de ce week-end.

Extrêmement intéressantes sur le plan de l'information ces Assises ont montré que le PS et derrière lui le PC tentent de récupérer les luttes antinucléaires et celles des travailleurs du nucléaire.

Des Assises riches d'enseignements

6 tables rondes se sont déroulées sur les thèmes suivants : le nucléaire et les problèmes industriels ; le nucléaire, l'écologie et l'environnement ; le nucléaire et l'économie ; le nucléaire et la sûreté ; le nucléaire et les conditions de travail ; les autres énergies.

Dans une autre salle, une exposition réalisée par les grévistes de la Hague présentait divers aspects du problème. Les cycles du combustible du nucléaire, des mines d'uranium aux traitements des combustibles irradiés. Les conditions de travail, dans les zones radioactives. Les risques encourus par les travailleurs : contamination et irradiation qui peuvent être mortelles, des rejets radioactifs liquides ou gazeux comme le krypton 85. Les conséquences encore mal connues de ces rejets sur l'environnement et la chaîne alimentaire (eau-herbe-vache-lait-viande-homme). Et aussi les monopoles capitalistes qui tirent profits du nucléaire (PUK, le nickel Pennaroya ; Creusot-Loire, Babcock, CGE Alstom... on en dénombre plus de 25). Prenons le monopole PUK : on le retrouve au niveau de l'industrie minière de l'Uranium pour 30 % dans la société de commercialisation Uranex ; pour 50 % dans la Simo pour les traitements du minerai ; pour 51 % dans la Comurhex pour le raffinage ; à 51 % dans Eurofuel pour la fabrication des éléments combustibles, à 20 % dans la Transnucléaire pour le transport des combustibles irradiés...

Trois leçons

De cet ensemble de données on peut sommairement tirer trois enseignements.

— 1) Le nucléaire est de toute évidence pour les grands monopoles capitalistes qui détiennent l'appareil d'Etat à la fois une source d'immenses profits et une manière de faire face à la crise. Ces profits expliquent sans doute le choix du « Tout nucléaire » c'est à dire l'abandon des autres énergies. De ce fait la lutte antinucléaire a un aspect nettement anticapitaliste.

Elle a également un aspect anti-impérialiste. En effet, l'uranium vient en grande partie du Gabon et du Niger. D'autre part, l'exportation du nucléaire est source de profits gigantesques et une façon supplémentaire de s'assurer la dépendance des pays du tiers monde. La centrale achetée par Hassan II va coûter 20 % du budget marocain. L'Iran paiera le double du prix payé par EDF à Framatome (6 milliards).

Elle est aussi de manière indirecte une lutte contre l'impérialisme américain. En effet, le choix de la filière américaine fait du projet gouvernemental français un banc d'essai pour les brevets américains.

Enfin c'est une lutte anti-révisionniste. La CGT était

commun. Il lui suffira, pour qu'elle soit à son goût, de nationaliser les secteurs qui résulteront de ce démantèlement.

— 2) Les risques sont très grands. Pour les travailleurs d'abord (il y en a près de 30 000), aussi bien dans les mines, dans les centrales, dans les usines de traitement des combustibles irradiés. On connaît mal par exemple les effets à long terme de l'assimilation continue de petites doses radioactives au cours du travail.

Pour la population ensuite. Un Sésévo nucléaire n'est pas exclu. Il y a risque d'explosion « accidentelle » de centrale. Que nous réserve le stockage des déchets de plutonium qui restent radioactifs 25 000 ans ? Pour les déchets, on ne dispose actuellement d'aucune solution valable. Pour les autres risques, diverses solutions sont d'ores et déjà applicables.

On peut donc faire deux constatations. D'une part, on est loin de maîtriser l'ensemble de la chaîne des risques. D'autre part, il est évident que le capitalisme qui a lancé le nucléaire, loin de les réduire, ne fait que les aggraver en agissant selon la loi du profit.

— 3) En système capitaliste, il ne saurait en être autrement. Le capitalisme c'est le profit pour quelques

LA BATAILLE DES 25 MILLIONS

Voici donc une nouvelle souscription que nous organisons pour que vive et se développe notre quotidien. Ce n'est pas la première fois que nous avons recours à un tel appel dont l'objectif est de recueillir 25 millions. Deux fois par an, nous organisons une telle souscription. Il s'agit là en effet d'une nécessité pour que nous puissions paraître.

Mais, direz-vous peut-être, à quoi sert cet argent ?

C'est ce que nous allons expliquer ici de façon sommaire.

Editer un journal, c'est affronter une masse de difficultés de différentes sortes et notamment matérielles et financières. Les frais liés à la publication d'un quotidien peuvent se diviser grossièrement en trois parties.

En premier lieu, ceux qui sont liés à la rédaction. Il y a d'abord, bien sûr, les salaires des journalistes ; les nôtres sont des militants, payés à des salaires d'ouvriers. Il y a ensuite un loyer à payer pour les locaux de la rédaction. Il y a également les frais de déplacement pour faire des reportages. Viennent ensuite les frais de téléphone, de paiement des télex de l'AFP.

Les frais liés à la production du journal viennent ensuite. Il faut d'abord, évidemment, que soit payés les salaires des ouvriers de l'imprimerie. Il faut payer le papier, l'encre, les plaques, toutes choses dont les tarifs augmentent régulièrement. Dans les prix de revient du journal, il faut également inclure les loyers, ainsi que d'autres dépenses.

Enfin viennent les frais d'expédition du journal et ils dépassent de loin un million par mois. Mais, direz-vous peut-être, la vente du journal ne suffit-elle pas à couvrir tous ces frais ? Et bien

non. Si nous voulions que ce soit le cas, il faudrait un journal vendu aux environs de 4 F. Ce qui, évidemment, est impossible et ne correspond nullement à nos intentions. « L'Humanité rouge » est destiné avant tout aux travailleurs, aux gens les plus pauvres. C'est bien pourquoi, depuis que nous paraissions, le prix en est resté inchangé.

Indiquons encore que nous sommes loin de récupérer tout l'argent provenant des ventes. Il faut en effet savoir que les NMPP, qui assurent la distribution du journal en kiosques, prélèvent la moitié du prix de vente de chaque journal. Mais, direz-vous alors, pourquoi passer par les NMPP ? Tout simplement parce qu'un quotidien ne peut faire autrement. Comment serait-il en effet possible d'assurer chaque jour une vente uniquement militante de notre journal ? Les militants marxistes-léninistes deviendraient des marchands de journaux.

Nous avons essayé brièvement de vous montrer les multiples frais liés à la publication d'un quotidien.

Les sommes provenant des souscriptions et qui s'élèvent à environ 50 millions par an, s'ajoutant à celles provenant de la vente du journal, permettent de faire paraître le journal. Sans elles, notre quotidien connaîtrait un déficit tel qu'il ne pourrait plus paraître.

Mais il ne suffit pas de pouvoir paraître, il faut aussi améliorer notre journal sur tous les plans, aussi bien rédactionnel que du point de vue des délais d'expédition. C'est également à cela que doit servir la souscription.

Pour un quotidien, toujours mieux en mesure de faire connaître le point de vue marxiste-léniniste, de mieux servir la classe ouvrière et ses luttes, en avant vers les 25 millions !



Aux Assises du nucléaire, stand des femmes des grévistes de l'usine de la Hague.

absente de ces assises. Quant au PCF, ses maigres interventions ont été sifflées tant elles étaient odieuses. La CGT n'a cessé de s'opposer aux grévistes de la Hague et l'Huma-blanche fait de la publicité pour le super phénix. Il faut savoir aussi que la « restructuration » du nucléaire qui entraîne le démantèlement du CEA est conforme à ce que le PCF prévoit dans le Programme

uns par l'exploitation du plus grand nombre. Les rapports de production capitalistes s'opposent à ce que l'utilisation du nucléaire se fasse en toute sécurité pour l'homme.

La seule solution au problème, c'est l'abolition de cette exploitation, c'est la Révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat. Car seule la classe ouvrière au pouvoir peut trancher

ce problème politiquement mais aussi techniquement, non seulement dans le sens de ses intérêts mais aussi de ceux de toute l'humanité.

En attendant le combat des antinucléaires pour stopper cette aventure capitaliste est fondamentalement juste. De même qu'est juste la lutte des travailleurs du nucléaire pour le maximum de garanties et de sécurité.

(A suivre).

TARIFS D'ABONNEMENTS

| | Pli ouvert | Pli fermé |
|---------|------------|-----------|
| 1 mois | 32 F | 70 F |
| 3 mois | 95 F | 210 F |
| 6 mois | 190 F | 400 F |
| Soutien | 300 F | 500 F |

CCP : L'HUMANITE ROUGE
No 30226-72 - La Source

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE

Traduits du chinois :

— *Impérialisme aujourd'hui* : il s'agit d'un traité sur « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme » de Lénine. L'actualité de cet ouvrage fondamental pour la compréhension du monde contemporain, ainsi que les liens entre l'impérialisme et le révisionnisme y sont clairement démontrés et illustrés. 248 p. 19,00 F

— *Etudions l'économie politique* : ce manuel destiné aux jeunes instruits chinois fait le tour de l'économie politique marxiste de façon claire, complète et vivante depuis l'exposé des notions de base jusqu'à la description des mécanismes plus complexes du monde contemporain. T 1 Le Capitalisme 22,00 F 292 p.



culturel

Télévision

Le «sale métier» de Gicquel

Six fois de suite, on entend : «La France a peur». Le père de l'inculpé apparaît, sanglotant, pour condamner son fils à la guillotine. L'image laisse la place à celle, bien connue, de Poniatowski estimant que «Si j'étais juré je voterais la peine de mort».

Telles sont les images insoutenables et d'une violence inouïe d'un journal télévisé du 18 février de TF1, présenté par Roger Gicquel le lendemain de l'arrestation de Patrick Henry, surnommé «l'assassin de Troyes».

Ces images ont été récemment reprojettées au 16e congrès de la Société française de Criminologie, réuni à Caen. Abordant la question du rôle des médias (radio, presse, télé), le congrès put



«Les hommes du président» : tout dire... sauf ce qui remettrait en cause le capitalisme.

entendre «l'autocritique» de Gicquel. «C'est l'exemple même de ce que je ne voudrais plus refaire» devait-il dire.

Cette «autocritique» représente en fait, semble-t-il une tendance qui se développe dans le domaine dit de «l'information», qui prend modèle sur la situation aux USA. Il est en effet rare d'entendre des journalistes remettre en cause les méthodes, la conception et les idées employées par les «médias». A première vue, il peut sembler positif qu'une telle remise en question se fasse. Mais regardons de plus près : comme aux USA un tel processus se base sur l'idée de départ affirmant l'indépendance et l'objectivité de l'information, la liberté et le droit de critique du journaliste. C'est ce qui fait aux USA la «grande tradition», maintes fois mise en valeur dans les films, de la «liberté» des grands journaux. Dans les faits, de tels journaux, utilisant la puissance idéologique que leur rôle leur confère, sont capables en effet de dénoncer ou même de destituer. C'est

tant, ceci permettrait d'expliquer beaucoup de choses pas belles à révéler.

Alors, «l'autocritique» de Gicquel ? Vous nous direz «nous sommes en France, et puis la télévision est à l'Etat». Mais Gicquel n'a-t-il pas la même conception que ses confrères américains ?

Voici ce qu'il dit dans une interview au Nouvel Observateur : «Cette impression de parti-pris qui a été perçue par beaucoup, je n'avais pas du tout voulu la donner»...

«Dans ces affaires de criminalité, les pouvoirs politiques, la presse et l'opinion sont pris dans un engrenage que plus personne ne contrôle»...

«Qui est responsable ? L'opinion, friande de faits divers et qui nous demande d'en parler ? Nous, qui répondons à la demande et la dépassons même, ne serait-ce qu'à cause de la concurrence ? Les politiques qui suivent et en rajoutent ?

De nombreux extraits de cet entretien auraient développé encore les conceptions et l'idéologie qui animent Gicquel.

On peut voir à quel point son «autocritique» constitue seulement la constatation d'un état de fait et non, finalement, sa remise en cause.

Car, comment penser qu'un quelconque changement intervienne, alors qu'un journaliste, tel Gicquel, classe, par exemple : «l'opinion publique» au-dessus de tout, telle une excroissance monstrueuse ?

Partant de là, Gicquel conçoit son travail comme l'information «objective». De cette opinion, c'est à dire de l'informer suivant ce qu'elle demande. Or, qu'est-ce que cette «opinion publique», sinon le produit du bourrage de crâne inculqué par la bourgeoisie dans les masses depuis plusieurs siècles ?

C'est un cercle fermé duquel Gicquel ne pourra pas sortir car le seul moyen d'en sortir c'est de briser et d'anéantir cette idéologie bourgeoise, gangrène du peuple, en brisant et en anéantissant la source de cette idéologie : la bourgeoisie et son système.

Livre

Un bon roman historique

Luc Willette, auteur du livre sur l'insurrection populaire de Haute-Provence, en 1851 («Et la montagne fleurira», dans HR No 519 du 29 juin 1976), vient d'écrire un nouveau roman (*) qui porte cette fois sur les luttes populaires et surtout paysannes dans la France féodale du Moyen-Age.

Partant d'un épisode inspiré de faits réels : un seigneur ruiné fait torturer et pendre un de ses anciens serfs devenu marchand, dans le but de lui soutirer de l'argent. Puis il fait attacher sa femme au pied du gibet où elle sera dévorée par les loups pendant la nuit. Le récit fait revivre les luttes de l'époque contre la noblesse à travers le cheminement du fils du marchand en question, qui a voué sa vie à l'écrasement de la race des seigneurs pour venger ses parents.

**

C'est ainsi que nous vivons la «révolution de Paris», de 1358, au cours de laquelle la bourgeoisie, dirigée par Étienne Marcel, cherche à faire pression sur le régent pour participer au pouvoir politique, mais renonce à prendre ce pouvoir par peur du peuple affamé qui n'a pas hésité à envahir le Louvre et à exécuter les nobles qui s'y trouvaient.

L'auteur décrit ensuite la grande «Jacquerie» de la même année qui vit les serfs se dresser par milliers pour abattre leurs oppresseurs, brûler les châteaux, avant de se faire écraser et massacrer en raison de la trop grande confiance que leurs chefs accordaient à la parole des seigneurs féodaux.

Il faut lire ce livre car il est précieux à plus d'un titre. Il montre d'une façon vivante quelles étaient les conditions de vie des masses populaires au Moyen-Age, de quelles façons les féodaux leur extorquaient par la force les richesses créées de leurs mains et de leur sueur, jusqu'à les affamer. Il montre l'oppression terrible exercée par ces tyrans «de droit divin», qui pouvaient impunément tuer, violer, piller et torturer du mo-

ment qu'il s'agissait de travailleurs.

Mais surtout, sans s'arrêter là, ce roman éclaire d'un jour précis les rapports de classes, les luttes politiques et leurs perspectives à cette époque. Le 14e siècle, ce n'est déjà plus l'âge d'or du féodalisme (Croisades, etc), mais sa décadence ; la fin du Moyen-Age approche. Ce n'est pourtant pas encore la Renaissance qui verra la classe bourgeoise arriver à maturité. Avec ces mouvements des classes et un contexte de famine et de guerres féodales, la société française de l'époque est en pleine crise.

La monarchie vacille, la classe réactionnaire féodale étant incapable de maîtriser la situation. Dans le camp adverse, nous voyons la bourgeoisie marchande qui, à l'époque, constitue une force révolutionnaire montante, essayer de profiter de la crise. Mais contrairement au prolétariat, les bourgeois n'ont pas que leurs chaînes à perdre ! En conséquence, ils hésitent, temporisent, prêts à passer des compromis avec tel ou tel clan féodal par peur de la montée de la violence populaire, pour préserver leurs richesses.

Ceux qui sont prêts à aller jusqu'au bout sont «les gens de métiers» (les artisans, future classe ouvrière) et les serfs, opprimés et exploités jusqu'à la moelle. Leur révolte est profonde et la colère gronde. Ils n'ont

rien à perdre. Mais leur heure n'est pas venue et les perspectives révolutionnaires manquent encore. N'ayant pas une claire conscience de classe, les travailleurs des villes et des campagnes sont à la remorque de la bourgeoisie, une force d'appoint de celle-ci. Lorsqu'ils se révoltent seuls, c'est en aveugles, en désespérés et leur combat est voué à un échec sanglant. Pour que des perspectives naissent enfin, il leur faudra attendre plusieurs siècles.

Extrêmement clair sur le plan politique, bien documenté et d'une lecture facile, ce livre est un bon roman historique que nous recommandons à tous nos lecteurs. (*) «Que brûlent les châteaux», de Luc Willette, Édition Denoel, 39 F.

Un livre à lire «MA PLUME A U SERVICE DU PROLETARIAT»

par l'écrivain chinois Haoran

Un livre qui concerne tous ceux qui s'intéressent de près aux questions artistiques et littéraires dans leurs principes et leurs méthodes de travail. Il concerne également tous ceux qui veulent mieux connaître ce qu'est l'idéologie prolétarienne en général et ce qui se passe en Chine populaire aujourd'hui en particulier.

12 F. Aux librairies : Les Herbes sauvages, la Force du livre.

Guide des films anti-impérialistes

Par Guy Hennebel



- 300 films répertoriés
- 150 films analysés
- une foule d'adresses

1976-1977

E-100

Editions du Centenaire
24, rue Philippe-de-Girard
75010-Paris Tel. : 202 87 05

QUAND VOUS
AVEZ LU LE
QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS !
DONNEZ-LE
OU AFFICHEZ-LE !

L'Humanité Rouge

Sur le front du logement (6)

LUTTONS CONTRE LA COLLABORATION DE CLASSE

Faire des ouvriers des propriétaires ! Les capitalistes ont pensé depuis longtemps qu'attacher les ouvriers à la propriété de leur logement était un bon moyen pour ôter des forces à la lutte de classe. Outre la mentalité de petits propriétaires, le développement de l'individualisme et d'un sentiment de sécurité, l'obligation d'avoir à verser de fortes sommes pour acheter un logement constituent un frein certain à la volonté de rester sur une position de classe et, par exemple, de faire grève.

Engels écrivait dans son ouvrage «La question du logement» «M. Dollfus et ses collègues (grands fabricants du nord-est de la France) en vendant à leurs ouvriers de petits logements payables par annuité, cherchent à étouffer chez les travailleurs tout esprit révolutionnaire, les enchaînant du même coup avec ce titre de propriété à la fabrique dans laquelle ils travaillaient...» Il montrait ainsi que la solution proposée par Proudhon à la question du logement, l'achat à tempérament se retournait directement contre la classe ouvrière.

Propriété du logement et lutte de classe

Le jugement d'Engels a été confirmé par les faits puisque même en France où le problème foncier n'a pas été «résolu» par le grand capital d'une manière aussi radicale qu'en Angleterre par exemple, 33 % des ouvriers seraient propriétaires de leur logement. Certes ces chiffres proviennent de statistiques bourgeoises et ne font notamment pas la distinction entre l'aristocratie ouvrière et la masse des ouvriers. Il n'en reste pas moins qu'une minorité d'ouvriers est propriétaire de son logement même s'il s'agit dans nombre de cas de logements anciens ou vétustes. Si les capitalistes ont mené une telle politique c'est par intérêt de classe. Cela leur permet de faire pression sur les salaires, et en même temps, de réaliser les mêmes profits qu'en construisant des immeu-

Depuis le début du mouvement ouvrier la lutte entre les conceptions de lutte de classe et de collaboration de classe s'est manifestée AUSSI et avec une certaine acuité sur la question du logement. Celui-ci entre en effet pour une part importante dans les dépenses nécessaires à la subsistance de la classe ouvrière, et donc du point de vue des capitalistes dans les frais d'entretien de la force de travail. On comprend donc qu'ils se soient intéressés de fort près à une question qui concernait finalement les salaires !

D'autre part c'est sur le lieu d'habitation que les travailleurs sont regroupés en tant qu'électeurs et que l'État est le plus «proche» d'eux par divers rouages, telles les municipalités, qui incitent à la concertation et à la participation.

La bourgeoisie a favorisé l'expression, dans les associations de locataires, de tendances à la participation et à la collaboration de classe notamment dans le cas d'offices publics et municipaux. Elle a également, pour diminuer la combativité de la classe ouvrière, permis à une minorité d'ouvriers de devenir propriétaires de leur logement.

bles de location, avec en outre, l'avantage d'une rotation plus rapide du capital (les versements sont moins durables mais plus substantiels). Certains trusts comme Rhône-Poulenc favorisent directement la propriété de logements pour leurs employés.

D'autre part l'État capitaliste lui-même encourage la vente de logements comme le montre sa réforme actuelle qui favorise l'accession à la propriété pour les familles dont le revenu est supérieur à 4 000 F.

Les révisionnistes notamment par l'intermédiaire de la CNL ne sont d'ailleurs pas absents de la propagande pour la propriété de logement.

Cependant la majorité de la classe ouvrière n'est pas «propriétaire» loin de là. Elle est contrainte d'acheter par fractions le droit d'occuper un logement.

Nous allons voir comment l'influence bourgeoise s'est traduite par le développement d'une ligne de collaboration de classe dans les associations de locataires en nous limitant à la plus importante : la CNL.

Opportunisme et lutte de classe dans les associations de locataires

C'est vers la fin du 19^e siècle que la crise du logement s'accroît, entraînant surpeuplement et hausse des loyers. Les locataires commencent alors à s'organiser contre les «vautours» et leur complice de l'époque, M. Pipelet le concierge, pour lutter contre les expulsions et les saisies. L'Union fédérale des locataires adopte en 1916 un programme qui demande notamment l'insaisissabilité du mobilier ouvrier, la suppression du paiement d'avance, la réglementation des loyers... et aussi la possession collective d'immeubles. Dès 1920 dans un des premiers numéros de son journal apparaît la notion de «logement, service public». En 1923 elle réclame le transfert du logement du droit privé «au droit public», comme si cela le mettait à l'abri de la loi du profit ! La même année elle adopte un programme qui, tout en exigeant «le droit au logement pour tous» et d'autres revendications fort justes, propose aussi comme solution la «municipalisation du logement».

Après la grande crise de 29, dans les années précédant le Front populaire, les associations de locataires s'unissent aux syndicats et aux comités de chômeurs pour mener des luttes importantes de soutien aux travailleurs et locataires touchés par la crise. Ainsi à Boulogne sur Seine, les locataires obtiennent par la grève des loyers 10 % de réduction, l'exonération pour les chômeurs. En 1934 à Stains plus de 400 personnes réunies à l'appel des locataires et du Comité de chômeurs empêchent l'expulsion de deux locataires.

L'opportunisme l'emporte dans la CNL

Après la Libération, le PCF se départit de sa position de classe anticapitaliste et adopte une ligne opportuniste de reconstruction nationale. La CNL avance alors les mots d'ordre «reloger» mais aussi «construire» et revendique sa participation à l'effort de construction. Elle aura satisfaction en 1947 date où la représentation des locataires aux conseils d'administration des offices publics HBM, futurs HLM, devient légale et obligatoire. Mais il faut noter que cette participa-

tion était déjà effective grâce à François Billoux ministre communiste de la construction et qu'elle avait existé auparavant depuis 1927 dans certains offices tel celui d'Ivry-sur-Seine. La CNL mènera encore bien des actions importantes notamment pendant les années 53-54 ou à l'occasion d'hivers fort rudes et de l'aggravation de la crise du logement les luttes se développent. Mais en jouant ce rôle de participation elle est entrée dans la voie de collaboration de classe.



GARANTIE BANCAIRE DE BONNE FIN DE TRAVAUX POUR TOUS LES ACHETEURS

NON A NOUS RETOURNER

NOM

ADRESSE

TEL

Possédez-vous un terrain QUINON

Dans quel département ?

AGENTS REGIONAUX

SUD-BARTHE

M. GAUTIER

53, rue de la Foucault

72000 LE MANS - Tél. 84 63 12

Garantie Bancaire de bonne fin des travaux

147, boulevard de la

«Le Clair Logis»



A la tribune du Congrès CNL de 1946, François Billoux, ministre communiste de la reconstruction. Peu après avoir lancé le mot d'ordre figurant à la tribune, la CNL participait aux conseils d'administration des HLM.